

LE GROUPE D'OUIDJA REVISITÉ

LE LIVRE NOIR DES «CONJURÉS»

Si le défunt Chérif Belkacem n'avait sans doute pas été l'inspirateur de *Les folles nuits d'Alger*, ce roman mystère sorti de l'imagination sombre de la police politique et censé décrire les mœurs du régime Boumedienne, Si Djamel (nom de guerre de Chérif Belkacem), aurait bien pu commettre cet autre livre noir, véritable révélateur des pratiques et hommes de pouvoir, ceux du groupe d'Oujda ayant présidé – et président encore – à la destitution de l'Algérie des martyrs à la chaîne. Dans *Le groupe d'Oujda revisité* par Chérif Belkacem (L'Harmattan, février 2015), les témoignages et confidences – recueillis par l'auteur, Fawzi Rouzeik – de celui qui se revendiquait «deuxième homme» du régime, une de ses émissaires grises, sont autant de camoufflets post-mortem infligés aux indéboulonnables monuments de l'imposture nationale. Chérif

Belkacem, le Monsieur Parti unique de la dictature révolutionnaire (1965-1978), démissionnaire en 1974, livre un précieux témoignage aussi bien sur des faits et processus historiques, peu ou pas connus en rapport notamment à la prise de pouvoir à l'indépendance, que sur le noyau dur du groupe d'Oujda et son quartier de «conjurés» qui ont fini la guerre comme il qualifie lui-même ses alter ego du groupe, les Mohamed Boukharouba, alias Hocain Boumedienne, Abdelaziz Bouzefika et Ahmed Medghiri, auxquels s'ajoutent les Kaid Ahmed et Tahar Zbiri. Personnage entier, Chérif Belkacem détaille des vérités. Ses vérités. Servi par un flux parler et de humour vif, Chérif Belkacem fait le procès de certains de ses anciens partenaires du clan englués dans les marigots du «pouvoir personnel» et de la «régionalisme». Le ton adopté aussi

peut être celui d'un repentir de la dictature débridée, d'un flâneur ou d'un agn du pouvoir, mais il est davantage celui de la critique implacable d'un système dont il est un des principaux gènes. L'auteur, feu Fawzi Rouzeik, professeur de sciences politiques (ancien directeur de l'Institut d'études politiques d'Alger et ancien collaborateur et chargé de recherches au CNRS-Aix en Provence) a mis un point d'honneur à mener à son terme ce brillantissime opus malgré une maladie lourde qui avait raison de lui en février dernier. En fait, Rouzeik a honoré un engagement. Celui qu'il avait pris avec Chérif Belkacem, déodé, lui, à l'Hôtel Dieu, à Paris, en 2009 à l'âge de 78 ans. Son ouvrage, édité en France, est passé presque inaperçu malgré la foule d'informations qu'il livre, les anecdotes savoureuses, l'analyse rigoureuse parfois volontairement escamotée

par les états d'âme et coups de garde du patriote ayant perdu toutes ses illusions à quelques espoirs près. Pour raconter en épiques son portrait vivante, venant ensem le régime Boumedienne, plein d'empathie pour la figure, sublimée, de Chérif Belkacem, le professeur Rouzeik dit avoir usé d'une approche anthropologique, la seule à même, écrit-il, d'appréhender avec justesse le système politique algérien. Contrairement aux approches juridiques, de droit, les approches institutionnelles ou philosophiques, évitées aussi, traitent d'identifier les réseaux, leurs fonctionnements et leurs intérêts, leurs relations humaines et les antagonismes. «Pour tenter de comprendre ce qu'était le groupe d'Oujda, écrit-il encore, son rôle aux frontières Ouest et son impact sur les événements et sur les

Bonnes Feuilles

Chérif Belkacem, le «deuxième homme»

Ce livre aurait pu s'intituler Chérif Belkacem, *Le Petit*. Il en est le principal acteur. Nous devrions d'ailleurs rédiger un ouvrage en commun, mais les événements qu'a connus l'Algérie nous ont souvent éloignés du sujet principal (...) ensuite la maladie, puis la mort subite ont mis fin au projet. Il en est resté tout de même des questionnements enregistrés et des notes, deux documents qu'il m'a remis et autorisé à publier, permettant de comprendre la philosophie politique du personnage qui beaucoup ne connaissent que par les rumeurs distillées par ses ennemis politiques, une fois consumée la rupture avec le système Boumedienne. Il était alors facile pour un groupuscule auquel il faisait de l'ombre – même hors du système – de déployer tout son génie de la politique. Acteur politique de premier plan depuis le conflit ayant opposé l'EMG

et le GPRA, puis l'été 1962, et enfin dans la préparation et l'exécution du coup d'Etat du 19 juin 1965, Chérif Belkacem a été ministre de l'Orientation nationale sous la présidence Ben Bella incluant l'Education nationale, l'Information et la Culture. Après le coup d'Etat, il est responsable du parti, puis ministre des Finances et du Plan, et enfin ministre d'Etat président du CNES. La force de Si Djamel est sa liberté de dire. Depuis qu'il a quitté le pouvoir en 1974, il ne s'est inscrit dans aucun parti, aucune bande, aucun groupe d'opposition. Il ne devait pas de son identité, que ce soit autant au plan symbolique que politique, n'était prisonnier d'aucun «affaire», bien qu'après son retrait en 1974, des rumeurs malveillantes aient été savamment propagées par ses ennemis politiques résidus du groupe d'Oujda. Il assumait sereinement ses origines chaouiennes

du côté paternel, d'Oum El Bouaghi précisément, dans l'Est de l'Algérie, la tribu des Chérif, et de sa mère marocaine, bidouine, précisait-il toujours. Orphelin de père dès l'âge de six ans, il s'est fait tout seul. Militant d'abord dans le mouvement national marocain d'indépendance lorsqu'il était étudiant, il rejoignit le FLN par la suite, et dès 1957 il fut affecté en zone uno (1) de la Wilaya V. Sa rupture politique avec le président Boumedienne en 1974 était définitive et il s'était interdit de revenir aux «affaires» malgré les pressions. Commencèrent alors à sourdre les rumeurs, plus infâmes les unes que les autres, évidemment invérifiables, suivies des trahisons des «amis». Il s'était réfugié dans sa maison d'Alger Plage, où, me disait-il, son m'a tué tout en étant vivant, faisant référence à la mort de son ami Ahmed Medghiri.



SOS VILLAGES D'ENFANTS

L'orphelin ... rêves, espoirs, envies
Participez à construire son avenir

Offrez votre zakat aux enfants
numéro de compte
BNA 001 00617 0200002287 21

f SOS Villages d'Enfants Algérie (Page Officielle)
Email: info@sosve-dz.org Tél: 021 33 34 81

«A la veille du congrès de Tripoli, il n'y avait pas de pouvoir»

Lorsque je dis qu'il y avait absence de pouvoir, il faut que je m'explique et que je revienne à l'essentiel, car beaucoup affirment qu'il y avait un pouvoir et que les membres de l'état-major général ont formé un coup d'Etat au cours de cette réunion. Dans les faits, il y avait le GPRA, mais il ne faut pas oublier que si cette réunion a été appelée «congrès», c'est parce que c'était un moment historique, le passage de 132 ans de colonisation à l'indépendance, la reconquête de la souveraineté. Le deuxième aspect est que les historiens qui soutiennent la thèse du coup

d'Etat, comme certains acteurs de ce moment dont Ali Haroun, ne peuvent pas avoir raison. A partir du moment où il s'en admet qu'il y a eu un conflit entre l'EMG et le GPRA, que les cinq responsables en prison sont sondés en 3 + 2, nous sommes dans une situation de crise, et au sein de celle-ci il n'y a pas de pouvoir car, sans porter de jugement d'application, ce dernier était contesté. Quand le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) va se réunir, la seule façon de trouver une solution à la crise est de désigner, même s'il fallait confier le GPRA, une direction politique

pour le pays, d'autant que c'était un moment historique exceptionnel. L'argument consistant à dire qu'il y avait un pouvoir, le GPRA, ne peut pas nier le fait qu'il existait un EMG et qu'ils étaient déjà en conflit ouvert. Le CNRA n'avait pas pour objectif de trouver une solution à la crise en termes de pouvoir, mais de rechercher une solution de compromis par la désignation d'un Bureau politique. Il l'avait d'ailleurs désigné en y incluant les représentants de tous les antagonistes, à l'exception de l'EMG (...)

Exécution du colonel Chaâbani

(...) Boumedienne pensait à l'époque que le colonel Chaâbani faisait l'objet d'une manipulation, car Ben Bella voulait absolument isoler le chef d'état-major, en tentant de «recruter» en premier lieu une partie de son effectif, puis ensuite détourner ses collaborateurs. Ce qu'il faut rechercher également, c'est l'origine de la mort du colonel Chaâbani. Ce dont je peux témoigner, c'est que le colonel Tahar Zbiri, en tant que chef d'état-major, a demandé audience à Ben Bella pour intercéder auprès de lui et lui demander sa grâce, car après la condamnation à mort, le seul recours est la grâce présidentielle. Boumedienne ne pouvait pas faire à ce moment-là. L'interprétation qu'il faut donner à cette démarche relève soit d'une initiative privée, soit de celle d'un chef d'état-major. Elle ne pouvait pas être d'ordre privé car le colonel Zbiri a consulté Boumedienne avant d'aller voir le président Ben Bella. L'atti-

tude de Tahar Zbiri est à mettre sur le compte de la solidarité du maquis, du compagnonnage, au nom de son statut de héros national. Ben Bella a refusé la grâce. Les anciens compagnons, ceux qui étaient concernés, ont avancé une hypothèse : le chef de l'Etat avait peur que le colonel Chaâbani dévoile la manipulation s'il devait rester en vie. Ce point de vue repose sur de la spéculation, car aucune instance n'a enquêté pour savoir comment les faits se sont déroulés. Finalement, qu'est-ce qui a poussé Chaâbani à entrer en dissidence, simultanément avec celle d'Ali Ahmed et Mohamed Ouhadi ? Il n'y avait aucun rapport entre eux et, à ce moment-là, l'Algérie était en guerre avec le Maroc. Le seul questionnement pour les observateurs aujourd'hui est de trouver la réponse à : le pouvoir politique de l'époque sent-il impliqué ?

PAR CHÉRIF BELKACEM DE FAWZI ROUZEIK

DU POUVOIR»

hommes, j'ai eu de nombreux entretiens avec Chérif Belkacem afin de savoir "qui était qui ?" et comment fonctionnait ce groupe. La plupart des écrits des analyses, des hommes politiques ou des journalistes tentaient d'expliquer les événements d'aujourd'hui comme des effets dérivés de l'organisation de l'armée des frontières, donc du rôle du "groupe d'Oujda", du "coup d'État" pendant le congrès de Tripoli, de celui-ci - réci - de juin 1965 qui auraient mené l'Algérie sur les rails de la non-gouvernance que nous connaissons aujourd'hui. Avec Si Djamel, j'ai essayé de comprendre ou tout le moins de trouver des repères pour m'appuyer sur des faits qui pourraient satisfaire mes interrogations. Certaines questions n'ont pas de réponses. Il avait un argument : "Je ne peux pas répondre à cette question car je veux rester moral jusqu'au bout. Je suis un cer-

tate nombre de choses, mais je ne les dévoile pas car j'en ai eu connaissance lorsque nous étions tous ensemble. Je ne peux pas le dire. Ce serait trahir une intimité." Désabusé, le défilé autour du rôle de la face de cette "République indigène", de ne pas voir le système politique algérien s'améliorer (enfin !), de constater l'insécurité de l'État au sens de Max Weber : «Ce n'est pas l'arbitraire de la vie qui inquiète et pousse les gens à la rage, c'est l'arbitraire légalisé et dérivé lui les cliques des rentiers de l'État-major. C'est en ce sens que cette République n'est pas digne parce qu'elle ne garantit pas l'équivalence des conditions de l'échange. À ce stade, elle a failli volontairement. Profondément indigné, l'universitaire appelle à la rupture pure et simple avec l'ordre établi. «Nous n'aimons aujourd'hui le scénario de l'accommodement, c'est-à-dire

de la non-rupture, de la lente agonie. Lorsque l'on parle avec les gens, ils vous disent que cela va "péter". Tout le monde - ou presque - pense que "ça doit changer". Il y a donc des Bastilles à prendre, ces assises de la vanité, de l'arrogance. On peut se poser la question de savoir si nous ne sommes pas à la veille de la rupture, la vraie. La guerre aujourd'hui est celle du courage contre l'égoïsme. Les corps intermédiaires sont invités car ils ont disparu. Il est donc assez logique que ce soit la rue qui prenne la place du Parlement, d'autant que la majorité des Algériens ne participe pas à la vie politique (...). C'est pourquoi l'objectif du changement doit être un objectif révolutionnaire pour un nouveau fait de démocratisation, de dépassement des résistances et du désespoir.

Mohamed Azzi



LE COUP D'ÉTAT CONTRE BEN BELLA

Ben Bella a eu la chance historique d'avoir été élu président de la République élu au suffrage universel et Secrétaire général du parti élu par un congrès. Comment peut-on enlever un tel personnage ? La réponse, c'est à dire ce qui s'est passé, que l'armée est entrée dans le maquis de Boumedienne, l'interne avec ses structures administratives, les unités et la police, le Medjahid, le parti, c'est moi et non le Secrétaire général, car je détenais l'information : les Algériens étrangers à Boumedienne. Ce qui revient à dire que, malgré ses titres, Ben Bella n'avait aucun pouvoir.

BOUTEFLIKA ET LA MORT TROUBLE DE MEDJEDJRI

Ben Boumedienne avait mille Boumedienne, de même que Didouche Mourad, Larbi Ben M'hidi... et les autres. Boumedienne a eu ce destin de couvrir toute la période jusqu'en 1978. Nous avons vécu une aventure commune (...). Petit à petit, la confiance a se muer en méfiance et de celle-ci a déboulé la rupture du contrat moral. Il y a eu Chabliou, Zbiri, Saldaoui avant nous. Ma démission et la mort d'Ahmed Medjahid constituaient la fin de l'aventure. Après notre départ, ont émergé des petits bonnets, et malgré leur petit statut, il était apparu que Boumedienne se méfiait, non parce qu'il se méfiait d'un coup d'État ou qu'il le craignait, mais parce qu'il ne voulait plus qu'ils occupent des postes de commandement. Ahmed Zbiri a été nommé au ministère des Transports alors qu'il dirigeait la DGSN ; Bencherif, l'État, les Forêts, l'Environnement en lieu et place de la Gendarmerie nationale ; Yahiaoui par ailleurs quitté l'académie interarmes de Cherchell où se formaient tous les officiers, pour le parti FLN... Boumedienne n'a rien créé en termes de milieux politiques. Avec le temps, un chef devient mégalomane. Il fait des concessions dans des rapports politiques avec lui, car il a mis dans la balance l'honneur essentiel qui nous fait, le contrat qui, pour nous, a tenu lieu d'institution. Dans les faits, il y avait crise. Elle reposait sur des raisons objectives, notamment l'abandon d'Ahmed Medjahid, à un moment où il traversait une période de fragilité, par Boumedienne concernant ses problèmes liés à sa relation avec Boumedienne.

(...) Nous étions dans le confort total, entourés de considération, dispositions d'un pouvoir ; moi-même, sur le plan protocolaire, j'étais le second personnage de l'État après Boumedienne. Chacun de nous a remis en cause, comme du temps de la colonisation, carrie, et se mettait en danger, c'est-à-dire remettait en cause sa liberté et son service. Moi, je suis vivant, mais ils m'avaient étouffé avec leur désinformation et leurs insinuations. Je n'ai pas quitté Alger et on me signalait dans tous les casinos et les lieux de débouché du monde. On m'a même crédité d'un livre traitant des enjeux d'Algérie ! Tout cela était intentionnel et destiné à me nuire, bafouer l'avis et déstabiliser. Les complots de cette campagne sont connus et occupent aujourd'hui des postes politiques importants. En partant d'Ahmed Medjahid, je ne suis pas en tribunal pour engager une enquête, mais qu'il se soit suicidé ou qu'il ait été assassiné, c'est un crime.

«BOUTEFLIKA AU POUVOIR, C'EST L'ÉCHEC DE TOUT LE MONDE»

(...) Chérif Rouzeik, celui qui détient le pouvoir personnel brève son programme temporellement en vertu politique, en mode de gouvernement (...). Mais ce n'est pas l'échec de Boumedienne seul. Il est aussi celui de ceux qui l'ont élu, de ceux qui l'ont sponsorisé, de ceux qui l'ont soutenu, de même que celui d'une grande partie de l'opposition. C'est également l'échec des institutions. En fait, l'échec de Boumedienne a consacré l'échec de tout le monde (...).

«Le groupe d'Oujda... une appellation d'origine (in)contrôlée»

(...) La formule «groupe d'Oujda» a été employée pour la première fois par Anna François (journaliste française, ndr). Le «groupe d'Oujda» est une appellation, contrôlée ou non, qui sera introduite dans les analyses et qui n'a pas beaucoup de sens. Si l'on a créé le groupe d'Oujda de partie prenante dans la crise de 1962, pourquoi ne pas citer l'EMG, et par extension l'armée, puisque l'EMG commandait l'ensemble de l'ALN, les combattants intérieurs et l'armée des frontières ? On peut même adopter le point de vue de certains qui voulaient réduire l'ALN à l'armée des frontières. Était-ce que le colonel Zbiri était à Oujda ? Ou bien le colonel Chabliou de la Wilaya VI, Larbi El Mili de la Wilaya II ? Tout cela fait questionnement et on a l'impression d'une intention cachée : on désamorce l'appellation en y introduisant un grain de sable pour provoquer le phénomène de rejet. On peut parler de la limite d'armée des frontières, mais c'est le FLN/ALN. Le terme «chômeurs» est lui-même inapproprié parce qu'il n'exprime aucune réalité : la plupart des officiers supérieurs ont passé une partie de leur vie combattante à l'intérieur et une autre à l'extérieur. Je reprends l'exemple du colonel Zbiri qui a passé plus de temps à la frontière tunisienne qu'à l'intérieur du pays, mais au moment de l'indépendance il se trouvait à la tête de la Wilaya I. Le colonel Chabliou n'a jamais quitté l'intérieur. Les combattants qui étaient avec moi à l'intérieur comme Abbes, devenu par la suite colonel, ou Djilali Guezane, membre du bureau politique, sont restés au maquis, pendant que moi j'ai traversé la frontière marocaine. Finalement, les appellations ont été reprises et intégrées sans esprit critique ; elles sont entrées dans le langage courant (...).

(...) Ce que je retiens du «groupe d'Oujda», à travers la nature des écrits de certains historiens français supposés spécialistes de l'Algérie, c'est la négation de la période où le pouvoir s'est véritablement exercé, après le départ de Ben Bella. Les trois ou quatre personnes qui détenaient un pouvoir réel, Medjahid à l'intérieur, moi-même responsable de l'orientation, puis du FLN, Boumedienne aux Affaires extérieures, et Kaïd Ahmed, avons été définies comme «groupe d'Oujda». Un certain journaliste a même écrit que Belkacem et Hamrouche en étaient... Peut-être y a-t-il une intention à vouloir identifier des responsables politiques par des appartenances, qui

sont en fait des paraboles ; j'en veux pour preuve la dichotomie intérieur/extérieur, militaires/politiques, ALN/FLN. Quel crédit accorder à un analyste qui classe comme politique quelqu'un en poste en Indonésie et un autre qui, à titre égal et compétence égale, a combattu les armées à la main, de militaire ? Peut-on dire que Che Guevara ou Fidel Castro sont des militaires parce qu'ils portent des tenues militaires qu'ils n'ont jamais quittées ? Beaucoup, à l'indépendance, ont demandé, à ceux qui ont fait la révolution, d'entrer dans les usines et de laisser le pouvoir aux civils.

LES CONJURES QUI ONT FINI LA GUERRE

(...) Lorsque je nous qualifie de «conjures», c'est seulement pour indiquer que nous, qui avons fait la guerre, pouvons être désignés par l'appellation la plus juste, en tant que génération, en tant que partie de la population ou en tant que cadres : nous sommes ceux qui avons fait la guerre. Il y a ceux qui l'ont déclenchée, et ceux qui l'ont terminée. Il m'arrive parfois d'expliquer pourquoi ce groupe est resté uni, indépendamment de la dynamique de l'histoire qu'il a vécue. Mon insistance à affirmer le caractère rigide de ce groupe tient au fait que beaucoup de décisions et de décisions ont été prises à l'objectif flou et ces décisions nous ont soudés. Ce n'est pas seulement notre qualité d'anciens moudjahidine, c'est aussi le fait d'avoir vécu les mêmes aventures antérieures. Nous avons été obligés, avant, puis après l'indépendance, de résoudre un certain nombre de problèmes, ensemble, concernant la politique intérieure, parfois dans des aventures assez graves, les crises de toutes les contradictions qui se sont posées avant et après 1962.

Il m'arrive de dire aussi que, ce que nous laissons, c'est ce contrat moral très fort qui nous a permis de nous identifier, à ce moment-là, à un groupe de conjures. Je ne peux pas et ne veux pas dire que nous étions dans une conjuration. Je me dois de lever cette ambiguïté. Nous avons les mêmes liens pour avoir vécu à la fois la même aventure dans la lutte anticoloniale, dans le règlement des problèmes intérieurs nés de la Révolution, ou au moment de l'indépendance, en l'absence d'un pouvoir qu'il fallait mettre en place. J'extrapole parfois en affirmant que ce contrat moral a tenu lieu de régime, et la meilleure des preuves est qu'en 1965, lorsque

l'on va mettre fin au régime de Ben Bella, il y avait de la Constitution, la dissolution de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire toutes les institutions qui pouvaient légitimer un pouvoir, la démarche ne nous a posé aucun problème. Dans un Conseil de la Révolution, qui comprenait 26 membres à son début pour se réduire à 8, le pouvoir, qui n'était peut-être pas légal, était plus crédible que l'ont été les pouvoirs précédents et suivants. C'est dire que, sans formule de jugement d'appréciation positif ou négatif, ce contrat moral né de la vie que nous avons vécue ensemble a tenu lieu de régime et pendant 11 ans nous avons gouverné sans aucune structure.

«LE RAPPORT DE BOUTEFLIKA ET L'ÉCARTON DU COMMANDANT BOUCIF»

(...) Le seul dont on peut dire qu'il correspond à l'appellation «d'Oujda» est Boumedienne. Il n'a pas fait le maquis dans le sens où nous l'avons fait. Il est né à Oujda, y a grandi, y a été recruté en 1956. Il a été nommé contributeur et n'a fait qu'un seul trajet dans les maquis. Il s'est rendu d'Oujda jusqu'aux frontières de la Wilaya IV, dans le cadre d'un contrôle. Il va ressortir sans jamais y revenir. Il est d'ailleurs marqué par cette mission car elle sera à l'origine de ce que l'on a appelé l'affaire Boucif, commandant à l'époque. C'est un épisode peu connu. Boucif était un officier très courageux, arrivé sur le même bateau que Boumedienne en 1955, le Dya, qui transportait des armes. Boucif était, semble-t-il, apparenté à Boumedienne. Il pérorait avec Othmane en Algérie et commandait la Zone IV après le Congrès de la Soummam qui avait découpé le pays en le réorganisant en Wilayas et en zones. Des plaintes le concernant parvenaient à l'état-major. Boumedienne s'empare du dossier et s'implique. Il va donc faire l'enquête sur la base d'accusations qui existaient avant qu'il ne soit lui-même dans l'ALN. Il confirme que Boucif est coupable. Lorsque Abane et Dabli, quittant l'Algérie, passent par sa zone pour rejoindre l'extérieur, il les accompagne. Sur la base du rapport de Boumedienne, il est arrêté à son arrivée à Oujda où il sera jugé et exécuté. C'est la seule action de Boumedienne dans le maquis. Il est ensuite resté constamment secrétaire de Boumedienne, qu'il suivait dans tous ses déplacements.